

L'éruption du Cotopaxi en Equateur ne doit pas servir à justifier l'autoritarisme

Le réveil du volcan équatorien risque d'être exploité par Quito pour justifier l'évacuation de populations au nom de la sécurité et légitimer les projets du gouvernement de Rafael Correa

PAR SYLVIE BRUNEL

Les catastrophes naturelles ont toujours entraîné de profonds bouleversements politiques. L'éruption de ce volcan emblématique pour l'Equateur qu'est le Cotopaxi ne fait pas exception à la règle. Le réveil du plus haut volcan en activité au monde (près de 6 000 mètres d'altitude) offre en effet au président Rafael Correa une « *merveilleuse opportunité* », pour reprendre la formule employée par Condoleezza Rice au moment du tsunami du 26 décembre 2004 en Indonésie, qui, sous couvert de secours humanitaires, permit au gouvernement américain de reprendre pied en Indonésie.

La dérive autoritaire de ce président populiste, séduit par la méthode Chavez, est dénoncée non seulement par l'opposition équatorienne, qui lui reproche d'avoir voulu modifier la Constitution du pays pour se maintenir au pouvoir après 2017, bien au-delà des deux mandats légaux, mais aussi par les communautés indiennes de la partie amazonienne du pays, qui se voient dépossédées de leurs terres communautaires pour les besoins de l'exploitation pétrolière. Afin de continuer à percevoir la rente du pétrole sur laquelle repose son clientélisme politique, le gouvernement équatorien déclasse en effet d'immenses réserves naturelles, héritage d'une politique de protection de la nature très ambitieuse puisque le quart du territoire national, exceptionnellement riche en biodiversité, est officiellement protégé.

Mais l'effondrement des cours du pétrole compromet la perpétuation de la rente grâce à laquelle le gouver-

nement de Rafael Correa finance les politiques de redistribution et les grands travaux d'infrastructures qui lui valent le suffrage des classes populaires en permettant à la pauvreté de reculer. Pour se poursuivre, la « révolution citoyenne » se fonde donc sur une pression fiscale de plus en plus élevée, des nationalisations arbitraires et la taxation systématique du secteur productif et des classes moyennes et aisées. Cette fuite en avant intensifie l'ampleur de la contestation interne et dissuade les investisseurs potentiels. Le gouvernement équatorien répond à la montée du mécontentement en renforçant sa mainmise sur le pays, censurant les médias, intimidant les opposants, rognant sur les libertés fondamentales d'expression et d'association.

UNE AUBAINE POUR QUITO

Dans ce contexte, l'éruption du Cotopaxi vient servir à point nommé sa dérive autoritaire. A peine le volcan émet-il ses premières fumées que « l'état d'exception » est décreté dans le pays, le 15 août, donnant tout pouvoir à l'armée. Deux jours avant, les forces de l'ordre ont réprimé brutalement la manifestation pacifique des leaders indiens venus de la forêt amazonienne menacée par l'extractivisme pétrolier.

L'éruption permet aujourd'hui au gouvernement de s'attaquer au cœur historique du pays, ce corridor andin très peuplé où s'étagent de fertiles pâturages d'altitude, les *paramos*, d'immenses haciendas pratiquant un élevage bovin modernisé, et toute une agriculture indienne de petites propriétés et de coopératives. Don du volcanisme, ce véritable jardin d'altitude approvisionne le pays en produits de qualité, mais il concurrence aussi l'approvisionnement en eau de la capitale, Quito, située au cœur de ce qu'Alexander von Humboldt appelaît l'avenue des volcans. La densification rurale et les besoins d'irrigation – certains réseaux, très anciens, ont été construits par les Incas – conduisent à de fortes tensions entre citadins et ruraux, les premiers s'estimant prioritaires sur les seconds, mais aussi dans les campagnes, où on se bat parfois pour les terres et l'eau jusqu'au meurtre. La destruc-

tion des forêts d'altitude et la dégradation des *paramos* aggravent le recul des glaciers andins, déjà menacés par le changement climatique.

Pour le pays, la question de la préservation de ces châteaux d'eau d'altitude est vitale. L'éruption volcanique a permis de légitimer l'évacuation de ces territoires convoités au nom de la sécurité. La deuxième étape risque de consister en une expropriation définitive de leurs habitants. Le gouvernement souhaite en effet bâtrir dans ces montagnes un gigantesque réservoir qui sécuriserait Quito, au prix de l'ennoiement d'immenses superficies.

Dans ce contexte, une grande éruption du Cotopaxi fait figure pour le gouvernement de catastrophe utile. Au nom de l'urgence et du danger, elle suscite d'abord le déplacement autoritaire de tous ceux qui vivent à proximité du volcan, et justifie ensuite les mesures d'expropriation des grandes haciendas comme des terres paysannes, depuis longtemps à l'étude. Beaucoup murmurent en Equateur que le gouvernement attend l'éruption comme l'aubaine qui lui permettra de mettre à exécution un projet déjà ficelé.

Pourtant, cette « formidable opportunité » risque de ne pas être sans conséquences : envoyer de gigantesques superficies de *paramos* risque, au-delà des atteintes portées à un biotope exceptionnel, de menacer l'équilibre fragile du milieu humain andin, qui vit en étroite symbiose avec une nature âpre et difficile. Ce sont à la fois la culture originale des *chagrás*, ces cow-boys des Andes, l'agriculture de jardin d'altitude des *paramos* et une partie de l'emploi qui seront compromis, accentuant l'exode rural dans un pays où la population est déjà très majoritairement urbaine.

Ajoutons qu'une éruption volcanique d'envergure, en envoyant dans l'atmosphère des milliards de tonnes de fumée et de gaz à effet de serre, rendra désiroises les gesticulations de la communauté internationale pour agir sur le changement climatique... La conférence de Paris risque ainsi de perdre toute signification si, comme cela a déjà eu lieu à maintes reprises par le passé, un « hiver volcanique » s'abat sur le monde pour plusieurs années.

Comme toutes les grandes catastrophes naturelles, qui suscitent toujours des réactions en chaîne d'amplification planétaire, il faut donc considérer l'éruption du Cotopaxi comme un phénomène majeur, non seulement pour l'Équateur, mais aussi pour le monde. ■

UNE GRANDE
ÉRUPTION
DU COTOPAXI
FAIT FIGURE POUR
LE GOUVERNEMENT
DE CATASTROPHE
UTILE

Régularisation des migrants | PAR SERGUEI



François Hollande enterre la diplomatie des droits de l'homme

En renonçant à la lutte pour les libertés fondamentales, la France semble n'avoir qu'une vision purement économique de ses intérêts

PAR JEAN-MARIE FARDEAU

**CETTE POLITIQUE
À GÉOMÉTRIE
VARIABLE
EST À LA FOIS
INCOHÉRENTE,
ILLISIBLE ET PEU
GLORIEUSE**

Lorsque, le 6 août, j'ai vu François Hollande, invité d'honneur, assis près du président égyptien Sissi pour l'inauguration de l'élargissement du canal de Suez, les images de ses prédécesseurs au côté de l'ex-président Moubarak ont resurgi de ma mémoire. Moubarak et son système répressif ont longtemps été considérés comme le meilleur rempart contre l'intégrisme musulman et pour le maintien de l'unité de l'Egypte. Pendant des années, ce système a eu les faveurs de Paris, mais aussi de Londres et de Washington. Puis le vent de la démocratie s'est levé, en janvier 2011, et ces mêmes capitales ont salué le courage du peuple égyptien pour renverser un régime aussi corrompu qu'autoritaire.

Trois ans plus tard, après une élection démocratique, un coup d'État militaire de facto à la suite des manifestations massives dénonçant l'incurie du gouvernement Morsi, une répression sauvage en août 2013 contre les partisans de l'ex-président Morsi commandée par le futur président Sissi, des centaines de condamnations à mort prononcées après des parades de procès, la France s'accorde donc de nouveau d'un gouvernement autoritaire en Egypte. Comme si la parenthèse démocratique avait été une erreur de parcours du peuple égyptien. Qui peut décentement imaginer que ce peuple n'aurait soutenu plus d'aspiration au respect des droits humains ? Plutôt que de parader avec le président Sissi en regardant des Rafale voler, M. Hollande devrait agir pour que les démocrates égyptiens ne soient pas réprimés, pour que le gouvernement actuel comprenne que la voie de la répression n'est pas celle qui prépare un avenir stable, ni en Egypte ni dans la région.

EXÉCUTIONS CAPITALES

Cet épisode de realpolitik s'ajoute à bien d'autres depuis l'élection du président Hollande en mai 2012 : relations « amicales » avec l'Arabie saoudite, ou exécutions capitales et répression des voix dissidentes sont désormais « complétées » par des bombardements aveugles sur des civils au Yémen. Silence coupable sur la répression qui, depuis février 2011, étoffe la contestation à Bahreïn.

Relations étroites avec le gouvernement algérien, qui fait mater presque toute manifestation et répond aux revendications des syndicats indépendants en poursuivant leurs militants sur la base de charges douces. Partenariats fructueux avec les Emirats arabes unis sans s'inquiéter de la répression des opposants et des mauvais traitements des travailleurs migrants sur le chantier du Louvre Abou-Dhabi. Enfin, rétablissement de relations fortes avec le Maroc au prix d'un accroc à la compétence universelle en matière de torture, surtout si l'accusé pourrait se révéler être l'ancien patron du renseignement marocain.

D'aucuns mentionneront que la France a su être aux côtés de la Tunisie au cours de sa transition, qu'elle a dénoncé les crimes commis par les forces du président Assad en Syrie tout comme ceux de l'Etat islamique, qu'elle a voté pour la reconnaissance de la Palestine par l'Unesco. D'autres souligneront que la menace terroriste et l'extension de l'Etat islamique peuvent justifier des mesures liberticides et que « *le mieux est l'ennemi du bien* » au risque sinon de plonger dans le chaos à l'image de la Libye post-Kadhafi.

Cette diplomatie à géométrie variable ne se limite pas au monde arabe. Les ministres français enchaî-

ment sans sourciller les visites auprès du gouvernement de l'autoritaire Ilham Aliyev en Azerbaïdjan, où Leyla Yunus, éminente défenseuse des droits humains et chevalier de la Légion d'honneur, et son mari Arif, viennent d'être condamnés à de longues peines de prison pour des motifs politiques. Sur la Chine, le président Hollande n'a pas encore été capable, en trois ans et demi, pas plus que son prédécesseur à l'Elysée, de prononcer en public le nom de Liu Xiaobo, Prix Nobel de la paix 2010, emprisonné depuis 2008. La France est aussi restée silencieuse sur la condamnation à perpétuité en 2013 du professeur, d'origine ouïgoure, Ilham Tohti, pourtant invitée par le Quai d'Orsay en 2009 au titre des « personnalités d'avenir ».

A Cuba, les autorités françaises se sont précipitées pour ne pas manquer le train du rétablissement des relations « normales » avec ce pays, sans pipier mot sur les manquements au respect des droits humains dans ce pays. Quant au président mexicain, invité d'honneur du 14-juillet, ses hôtes français ne lui ont publiquement pas posé de questions sur l'impunité dont jouissent les forces de sécurité dans son pays.

Et l'on nous rétorquera que la France a su mobiliser ses forces pour protéger le Mali contre le péril djihadiste et limiter les exactions de l'armée malienne dans la reconquête du nord du pays, tout comme elle a su protéger la Centrafrique de nouveaux crimes que ceux commis lors de la prise de pouvoir par la Sékéka. Ces affirmations devraient être nuancées, mais ces décisions politiques sont à mettre au crédit de la présidence Hollande.

Cette politique bilatérale, à géométrie variable, qui fait référence ou non aux droits humains selon les situations, est à la fois incohérente, illisible et peu glorieuse. Incohérente, car elle indique que notre pays n'attache qu'une importance très relative au respect des droits humains. Illisible, car il est impossible de dégager de cette attitude pusillanime une vision que la France porterait sur la scène internationale. Peu glorieuse, car elle ne fait pas honneur à notre pays. Elle est, de plus, incomplète avec la parole et même l'action de la France sur le plan multilatéral, où sa posture est en phase avec les principes universels des droits humains.

Il reste dix-huit mois au président français pour relever le défi de placer les droits humains bien plus haut sur l'agenda de la diplomatie. Sinon, son quinquennat sera marqué par une politique étrangère au cas par cas, plus préoccupée par la conquête de marchés dans l'espoir d'inverser la courbe du chômage, que par la protection des droits humains que la France et l'UE prétendent vouloir garantir. Les beaux discours contre la peine de mort ou pour les droits humains ne résistent pas à l'épreuve des faits et cet état entre parole et action contribue à délegitimer la fonction des responsables politiques aux yeux des citoyens. ■

Jean-Marie Fardeau est directeur de Human Rights Watch en France